



A la croisée des acteurs
et des territoires de projets

ATELIER 3 et 3bis

Favoriser le maintien et la création d'activités économiques sur les territoires ruraux

27 juin 2008

Atelier 3 11h10-12h45 et 14h-15h30 :

Salle H Bâtiment Toulouse Lautrec

Atelier 3bis 11h10-12h45 et 14h-15h30 :

Salle L Bâtiment Toulouse Lautrec

Face à la polarisation des activités économiques autour des aires urbaines en Aquitaine, les acteurs de l'espace rural élaborent des stratégies pour maintenir et développer un tissu économique dynamique sur leurs territoires. L'interaction entre les différentes activités économiques et le rapprochement entre les logiques sectorielles et les démarches territoriales sont autant de questions qui se posent au sein des projets relatifs à la création d'activité, l'emploi et la formation.



Lancement du réseau rural en Aquitaine



A la croisée des acteurs et des territoires de projets

Les expériences présentées nous amèneront à nous interroger sur :

- 1 - Comment favoriser le maintien d'un tissu économique dynamique et créateur d'emplois ?
- 2 - Comment permettre le rapprochement des approches sectorielles et territoriales ?

Atelier 3

ANIMATEUR :

- > Yan BRIANTI, Chef de projets, Sargantana (organisme de formation et ingénierie de projets espagnols)

TÉMOIGNAGES AUTOUR D'EXPÉRIENCES...

- > Témoignages d'Isabelle FIL, chargée de mission «développement économique Communauté de communes Cap de Gascogne, Philippe RECALDE, chargé de mission Chambre régionale de l'Artisanat et Sandrine BALLANGER, Chef de projet - Pays Adour Chalosse Tursan sur des actions visant à favoriser la transmission-reprise des activités artisanales en milieu rural.
- > Témoignage de Michel BASCLE, Directeur EPLEA Sainte Livrade sur Lot – Pays Vallée du Lot sur l'implication d'un lycée agricole dans son environnement local : collaborer avec la filière professionnelle agricole et les collectivités locales.

RAPPORTEUR :

- > Régine FOUQUERAY, Institut d'Aménagement Atlantique des Territoires (IAAT), Poitou-Charentes

Atelier 3bis

ANIMATEUR :

- Youen HUON, Chef de projet Pays du Grand Bergeracois

TÉMOIGNAGES AUTOUR D'EXPÉRIENCES...

- > Témoignage de Daniel WATHELET, accompagnateur méthodologique d'un projet EQUAL, cellule d'animation du réseau Leader Wallon sur «Ateliers de prospective territoriale pour la création d'activités économiques en milieu rural»
- > Témoignage de Thomas LOZANNE, chargé d'études CNASEA – Limoges sur des sessions «Accueils d'actifs» en Massif Central pour l'accompagnement à la création d'activités
- > Témoignages de Philippe PLISSON, Président et Sylvie MARTIN, Directrice de la Communauté de communes de l'Estuaire, Pays de la Haute Gironde sur la formation comme levier de développement économique, pour mettre en adéquation demande et offre d'emplois qualifiés dans différents secteurs d'activité.

RAPPORTEUR :

- Frédéric SAUDUBRAY, Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement, CEMAGREF.

Repères sur...

- > ... le développement économique des territoires aquitains : Économie résidentielle ou productive : le choix des territoires / Quatre Pages INSEE Aquitaine, n° 175, mars 2008
- > ... l'accueil des créateurs d'entreprises : Des maisons au service des porteurs de projets / Journal des Maires, juin 2007
- > ... la relocalisation des activités économiques dans les territoires ruraux : Les conditions de développement des territoires hors métropolisation / Pouvoirs locaux n°72, mars 2007
- > le développement des TPE en milieu rural: TEP et territoires : des relations à inventer / revue POUR, n°192, décembre 2006
- > ... la filière bois en Aquitaine : Forêt-bois-papier, des emplois dans toute la région / Quatre Pages INSEE Aquitaine, n° 160, novembre 2006.

Plus de ressources sur www.aquitaine-pqa.fr



Lancement du réseau rural en Aquitaine

De la nécessité d'un rapprochement entreprises / collectivités locales, en zone rurale

Finalités de l'action

Favoriser l'appui à la transmission – reprise des activités artisanales en milieu rural

Impulser un dispositif d'accompagnement qui croise les approches Métiers (savoir-faire des consulaires) et Territoires (organisation territoriale, intercommunalité, Pays...)

Porteur de l'expérience

Chambre de Métiers et d'Artisanat (CMA) des Landes & Communauté de communes Cap de Gascogne

Le Contexte

Les missions d'accompagnement au développement économique réalisées par les CMA sur la création-reprise d'entreprises se doivent d'évoluer vers une approche territoriale. Les compétences d'études développées grâce à la tenue des répertoires des métiers notamment, permettent d'organiser des veilles économiques territoriales qui gagnent à être connues et utilisées par les élus et les entreprises.

Il semble donc opportun d'établir des liens plus opérationnels entre les différents acteurs économiques des territoires ruraux.

Pour ce faire, les CMA ont intégré des programmes d'accompagnement au développement territorial qui permettent de territorialiser leurs actions.

PÉRIODE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

18 octobre 2006 : signature d'un partenariat entre la CMA des Landes et la communauté de communes Cap de Gascogne.

11 avril 2007 : réunion d'information aux élus de la communauté sur l'évolution de l'artisanat, afin de déterminer les actions ciblées pour enrayer l'érosion régulière du nombre d'entreprises sur le territoire.

30 novembre 2007 : visites sur le terrain, premiers résultats du partenariat, 3 créations et 2 reprises sur des métiers en tension.

Description de l'action

OBJECTIFS POURSUIVIS

1/ Promouvoir les savoir faire des CMA auprès des élus territoriaux et de leurs collaborateurs

2/ Renforcer les impacts territoriaux des missions de développement économique et de formation des CMA.

3/ Transférer des compétences de développement économique dans les structures territoriales.

et résultats attendus

Orienter les porteurs de projet : 100 porteurs/an

MÉTHODE

- > Convention signée entre la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Landes et la communauté de communes Cap de Gascogne
- > Réalisation d'une étude économique
- > Mise en place d'un plan d'accompagnement au développement économique
- > Etablissement d'une procédure de communication entre les différents partenaires
- > Organisation d'une journée de visite d'entreprises avec les élus
- > Réactivation d'activité : Installation d'une bijouterie à Saint Sever
- > Reprise d'une entreprise d'électricité
- > Reprise d'une Boulangerie pâtisserie
- > Reprise d'une Boucherie Charcuterie
- > Mise en place d'une veille « Locaux vacants »
- > Partenariat sur la promotion du territoire



Partenariat large avec

le Réseau de partenaires création reprise d'entreprises (Entreprendre dans les Landes),
le Conseil général des Landes,
le Conseil Régional d'Aquitaine,
l'ANPE
pour définir un programme d'accompagnement individualisé.

TERRITOIRE CONCERNÉ

15 communes de la CdC Cap de Gascogne

PUBLIC CIBLE

candidats à la création reprise d'entreprises artisanales
Attention particulière au « primo développement »

Les enseignements

Services travaillant en étroite collaboration
Diffusion de l'information essentielle (mise à disposition des bases de données de la CMA)

DOCUMENTATION ET SITE INTERNET ASSOCIÉS À L'ACTION

<http://www.cma-landes.fr/>

<http://www.cc-capdegascogne.fr/>

CONTACTS ET PERSONNES RESSOURCES

Didier COURTADE, Chef du service « Développement économique »

Jérôme ZUAZNABAR, Chargé de mission
Chambre des métiers des Landes et de l'artisanat
Tél 05 58 05 81 81

Frédéric LACAVE, Directeur des services,
Isabelle FIL, Chargée de mission « Développement économique »
Communauté de communes Cap de Gascogne
05 56 58 76 53 24.



Mise en place d'une Opération territoriale de transmission d'entreprises artisanales (OTTE)

Finalités de l'action

Contribuer au dynamisme économique du territoire par une cession d'entreprise bien préparée. Cette action menée avec la chambre des métiers des Landes a été mise en place pour accompagner les chefs-d'entreprises de plus de 50 ans à préparer dans les meilleures conditions possibles la cession de leur outil de production.

LES IMPACTS ATTENDUS

- > Maintenir les activités, l'emploi et les savoir-faire locaux du domaine de l'artisanat.
- > Bien préparer l'entrepreneur pendant la période qui précède la cession de son entreprise.

Porteur de l'expérience

GIP-ADT du Pays Adour Chalosse Tursan

Le Contexte

ORIGINE ET FORMALISATION DE L'IDÉE

Cette OTTE trouve son fondement dans les travaux de groupes « Leader artisanat » (composé d'une trentaine d'artisans du Pays). La transmission d'entreprise a été inscrite dans la charte de territoire du Pays, puis formalisée dans le schéma de développement économique (opération majeure du contrat de Pays).

Sur le territoire Pays, 500 entreprises artisanales (qui emploient près de 1200 salariés) sur 1314 sont dirigées par un chef d'entreprise de plus de 50 ans (voire plus de 55 ans). L'activité artisanale représente le 1^{er} employeur du Pays.

Alors « organiser » la transmission de ces entreprises devient un enjeu majeur face à une certaine fragilité du tissu artisanal.

MONTAGE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Le GIP-ADT, organisme intermédiaire de cette opération, va gérer directement le montage administratif et financier et verser directement les subventions aux entreprises.

L'investissement total des entreprises était de 670 000 € avec des aides :

- > FEDER : 62 162 €,
- > ETAT : 40 735 €,
- > REGION : 44 503 €,
- > DEPARTEMENT : 53 600 €

PÉRIODE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Du 08 juin 2006 au 31 mai 2008

MÉTHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE DE L'ÉVALUATION

- > un comité de pilotage,
- > une ingénierie spécifique partagée entre la chambre des métiers et le Pays.

L'évaluation est en cours : elle portera sur le volet quantitatif, qualitatif, le portage administratif et financier et le partenariat Chambre des Métiers et le Pays.

Description de l'action

OBJECTIFS POURSUIVIS

Le maintien d'activités économiques en zone rurale et des savoir-faire locaux.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

25 entreprises à aider

MÉTHODE

Les différentes étapes :

1. Définition du besoin : un questionnaire a été envoyé par la chambre des métiers à l'ensemble des chefs d'entreprises du Pays pour définir le nombre de projets susceptibles d'être accompagnés.
2. Signature d'une convention de partenariat au lancement de l'opération entre le Pays et la Chambre des Métiers des Landes.
3. Communication autour du projet :
 - > réunions de sensibilisation co-animées Pays/Chambre des Métiers
 - > affiche, articles dans la presse.

4. Rencontre individuelle des futurs porteurs de projets :
 - > réalisation des diagnostics stratégiques et visites sur le terrain par la chambre des métiers,
 - > réalisation des dossiers administratifs et visites sur le terrain par le Pays,
5. Validation des dossiers par le comité de pilotage,
6. Après réalisation des investissements et l'accompagnement technique auprès de la chambre des métiers : versement de la subvention.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Périmètre du Pays Adour Chalosse Tursan

PUBLIC CIBLE

Tous les chefs d'entreprise de 50 ans et plus qui envisagent la cession de leur entreprise artisanale.

COÛT TOTAL DU PROJET OU DE L'ACTION

Dépense plafonnée à 31000 EUR pour une aide de 20 à 30%.

PARTENAIRES FINANCIERS / DISPOSITIFS MOBILISÉS

Les subventions publiques proviennent des instances suivantes :

Département, Région, État, Europe dans le cadre du contrat de Pays.

PARTENAIRES NON FINANCIERS

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat a proposé un soutien dans la mise en oeuvre de l'opération : elle validera les projets de transmission à intégrer dans le dispositif.

Les enseignements

- > très bonne collaboration entre la Chambre des Métiers et le Pays,
- > contact direct du Pays avec les artisans du territoire,
- > un accompagnement à différents stades du projet avant la phase qui précède la cession (information, sensibilisation, diagnostic, formation, gestion des ressources humaines, aide à l'investissement...)
- > les freins : délais trop courts liés à l'attribution des aides notamment européennes, donc les objectifs quantitatifs n'ont pas été atteints et les chefs d'entreprise ne sont pas prêts à anticiper leur succession.
- > lourdeur administrative du montage et suivi des projets pour le Pays.

Perspectives envisagées

Poursuite du partenariat avec la Chambre des Métiers pour des opérations collectives de Pays comme ORAC ou Opérations rurales.

DOCUMENTATION ET SITE INTERNET ASSOCIÉS À L'ACTION

www.pays-adourchalossetursan.fr/

CONTACTS ET PERSONNES RESSOURCES

GIP-ADT du Pays Adour Chalosse Tursan
55 avenue du Gal Gilliot -BP 52 40705 Hagetmau cedex
Tél 05 58 79 74 80 - fax 05 58 79 74 85
courriel : adourchalossetursan@wanadoo.fr
Chef de projet de l'action : Sandrine BALLANGER

Chambre des Métiers des Landes et de l'Artisanat
Tél 05 58 05 81 81
Jérôme ZAUZNABAR, Chargé de mission



Mise en place d'un atelier technologique : analyse, contrôle de la qualité sanitaire et transformation des Fruits et Légumes

Finalités de l'action

Contribuer au développement de la filière Fruits et Légumes sur le territoire du Pays

Apporter une aide aux producteurs de fruits et légumes et aux organismes de développement pour la valorisation de produits de qualité

Les impacts attendus :

- > Maintien et développement d'une production locale de jus de fruits fermiers
- > Certification des fruits et légumes et promotion de la qualité sanitaire

Porteur de l'expérience

Lycée Etienne Restat - 47110 Sainte Livrade sur Lot.

Etablissement Public appartenant au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Le Contexte

ORIGINE ET FORMALISATION DE L'IDÉE

Demande des producteurs Fruits et Légumes partenaires de l'Établissement. Cheminement « de l'idée au projet » au sein du conseil de développement du Pays "Vallée du Lot".

Extension du projet dans le cadre de l'appel d'offres Pôle d'Excellence Rurale.

MONTAGE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

> Contrat de Pays : financement FEOGA + Conseil régional

FNADT + autofinancement

> PER : Etat + Conseil régional + Conseil général + autofinancement

PÉRIODE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

> Début de l'action : janvier 2005

> Première étape au seuil du contrat de Pays : novembre 2006

> Deuxième étape dans le cadre du PER (Pôle d'Excellence Rural) : juin 2007

> Mise en service de l'atelier prévue en mars 2009

MÉTHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE DE L'ÉVALUATION

Description de l'action

OBJECTIFS POURSUIVIS

> Mettre en place un outil au service des producteurs de fruits et légumes qui puisse également permettre de diffuser des connaissances et des informations aux acteurs du territoire.

> Participer au développement économique du Pays "Vallée du Lot" et à la formation/information de ses habitants.

MÉTHODE

> Cerner la demande des producteurs et les fédérer autour d'un pré-projet

> Trouver des relais au sein du conseil de développement du pays pour finaliser le premier projet (atelier de fabrication de jus de fruits)

> Profiter de la dynamique "Pays" pour enclencher une réflexion plus large autour de la qualité des fruits et légumes et répondre à l'appel d'offres P.E.R (mise en place d'un laboratoire d'analyse de la qualité)

> Conforter cette dynamique au sein de Leader.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Pays Vallée du Lot avec possibilité d'étendre le service rendu aux producteurs des territoires voisins.

PUBLIC CIBLE

> Producteurs fruits et légumes du territoire

> Organismes de développement

> Consommateurs et en particulier les jeunes



COÛT TOTAL DU PROJET OU DE L'ACTION

> Coût global : 910 000 euros

PARTENAIRES FINANCIERS / DISPOSITIFS MOBILISÉS

> Europe - Etat - Région - Département -
Autofinancement
12% 15% 65% 3% 5%

PARTENAIRES NON FINANCIERS

> GIE Fruits et Légumes
> Membres du P.E.R

Les enseignements

> Aide indispensable des animateurs «Pays» et P.E.R
> Prendre en compte la dimension temps
> Bien connaître les régimes d'intervention des différentes collectivités territoriales

Perspectives envisagées

> Elargir le champ d'action de l'atelier technologique
> Développer les aspects «transferts de technologie» au sein du LEADER
> Elargir les partenariats au-delà du territoire

DOCUMENTATION ET SITE INTERNET ASSOCIÉS À L'ACTION

<http://www.ste-livrade.org/legta/>

CONTACTS ET PERSONNES RESSOURCES

EPLEFPA de Sainte Livrade sur Lot - 47110
Etablissement public local d'enseignement
et de formation professionnelle agricole.
Responsable du projet : Michel BASCLE, Directeur
05 53 40 47 00

michel.bascle@educagri.fr
Animatrice du Pays Vallée du Lot : Mlle Marina SALACROUP -
05 53 88 79 88
m.salacroup-smavlot47@orange.fr

Ateliers de prospective transcommunale : création d'activités et d'emploi en milieu rural

Finalités de l'action

Élaboration d'une méthodologie appliquée de prospective territoriale, en matière de création d'emploi et d'activités co-construite par des acteurs territoriaux issus de secteurs et d'horizons divers

Porteur de l'expérience

Intégra + : association « chapitre XII » de Centres Publics d'Action Sociale

(7 communes du Nord Luxembourg belge)

Le Contexte

ORIGINE ET FORMALISATION DE L'IDÉE

Projet CREALux financé par le programme Equal du FSE, qui concerne la création de parcours individualisé et adapté d'accompagnement à la création d'activités.

Nécessité d'ouvrir la réflexion à d'autres acteurs hors FSE, afin d'élargir l'approche à toute partie prenante.

Décision de développer une démarche de type prospectif lors d'un atelier d'introduction à la prospective, organisé en septembre 2006.

Formalisation d'une demande dans le cadre de l'action 3 d'Equal en février 2007.

MONTAGE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Le projet a été financé dans le cadre de l'action 3 du programme Equal (capitalisation et dissémination de bonnes pratiques) du FSE, avec un cofinancement de 85% du montant sollicité.

PÉRIODE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Novembre 2007 à Janvier 2008 : 3 ateliers de prospective

Mars 2008 : séminaire de restitution et présentation du guide mémento

Description de l'action

OBJECTIFS POURSUIVIS

L'objectif global l'intégration dans le marché de l'emploi et le tissu socio-économique de porteurs de projets de création d'auto-emploi et d'activités avec une attention particulière pour les publics fragilisés.

- > Mise en adéquation de l'offre d'accompagnement des structures oeuvrant pour la création d'activités et d'emploi
- > Elaboration d'une méthodologie appliquée de prospective territoriale,
- > Identifier des opportunités et les conditions de création d'activités et d'emploi en milieu rural du Nord Luxembourg, en fonction d'évolutions attendues ou souhaitées

MÉTHODE

Conçue par le bureau Novation (France) sur la base de la démarche espace développée par Mairie-Conseils et adaptée avec le coordinateur (Trame srl) selon les attentes du commanditaire et les conditions de mise en œuvre.

La méthode complète est décrite dans un guide mémento disponible sur demande et peut se résumer comme suit :

- > 3 temps, soit 3 ateliers de 1,5 jours : A. l'état des lieux du territoire (diagnostic), B. les tendances, les opportunités et les scénarios, C. Vers l'action territoriale : les parcours de prospective, les parties prenantes, les conditions et les valeurs
- > Une approche participative, spatialisée, stratégique, pragmatique qui permet de mieux connaître son territoire, de cerner enjeux et spécificités et de se projeter dans des futurs souhaités pour des projets en cohérence.
- > Des outils simples et utilisables par les participants : le mind mapping, qui permet une représentation en arborescence des réflexions, schémas, scénarios, stratégies, ..etc et des outils cartographiques avec référentiels propres et auto-construits.



TERRITOIRE CONCERNÉ

7 communes : 6 du nord de la province de Luxembourg (Durbuy, Erezée, Hotton, La Roche, Marche, Rendez), et une voisine de la Province de Namur (Somme-Leuze)

PUBLIC CIBLE

Tout acteur territorial a priori concerné et partie prenante d'une telle démarche, y compris des porteurs de projets.

Dans les faits, une majorité d'acteurs socio-professionnels, de techniciens, avec peu d'élus dans les ateliers et d'entrepreneurs (hors économie sociale)

COÛT TOTAL DU PROJET OU DE L'ACTION

85 000€

PARTENAIRES FINANCIERS / DISPOSITIFS MOBILISÉS

Programme Equal FSE Région Wallonne

PARTENAIRES NON FINANCIERS

Intégra Plus, Coopérative d'activités Challenge, Entreprise de Formation par le Travail Le Trusquin, Agences de Développement Local de Somme-Leuze, Centre culturel de Durbuy et maison de la Culture de Marche, Centre de compétences du Tourisme du FORÉm, Confédération des Syndicats Chrétiens, Comité subrégional de L'Emploi du Luxembourg, DEFITS association chapitre XII de Saint Hubert, Groupe d'action local Ourthe Moyenne, (Leader+), Guichet économique de Marche, Mission Interrégionale de l'Emploi du Luxembourg, Miroir Vagabond asbl, Optma asbl, Pays de Famenne asbl, Plan de Prévention et de Proximité de Somme-Leuze, Trusquin Titres Services.

Les enseignements

Pour les concepteurs-animateurs, la démarche participative de prospective a été conçue comme une réflexion pragmatique :

Qu'est-ce que je souhaite faire avec les autres, comment je construis ma réflexion et mon action, comment j'en parle ?

Deux préoccupations majeures ont donc permis de fixer le cap des ateliers :

> Entreprendre des réalisations concrètes à partir des représentations des participants (diagnostic - pistes de développement - appréciation de changements - vision du futur), tout en ayant le souci de faire apparaître à chaque étape les limites de «l'auto-construction» et par la même la nécessité d'aller plus loin, autrement avec d'autres expertises. Cette démarche permet de valoriser l'intelligence individuelle et collective dans les animations interactives tout en légitimant et suscitant a posteriori le recours à de l'information, à de l'analyse externe.

> Entreprendre un travail pragmatique de vulgarisation de la prospective en s'employant à chaque étape à rendre concret et opérationnel un certain nombre de concepts utilisés selon des définitions variables. D'où le peu de référence à des termes habituellement employés dans le jargon territorial.

LES BONNES PRATIQUES

Une méthodologie appréciée par les participants (retours d'ateliers et de questionnaires)

Point fort de la représentation cartographique des phénomènes de territoire (et donc de l'aspect visuel et explicite), de l'interactivité des travaux de groupe, de l'approfondissement des problématiques dans un souci de pragmatisme, de l'appropriation des résultats par la nomination d'un chef de groupe pour la restitution, etc.

LES DYNAMIQUES INSUFFLÉES

Création d'un premier réseau de partenaires dans le domaine, non pas de la création d'emploi et d'activités, mais du développement territorial plus général, amorçant une dynamique supracommunale pertinente.

Autre dynamique de l'échange d'expériences, du décloisonnement des secteurs, de la meilleure connaissance des acteurs et de leurs réalités, du débat et de la confrontation d'approches, ...

Perspectives envisagées

Intégration de cette démarche à celle de Luxembourg 2010 qui concerne l'ensemble de la province.

Des contacts ont été pris en ce sens lors du séminaire de restitution en invitant des représentants de cette démarche.

DOCUMENTATION ET SITE INTERNET ASSOCIÉS À L'ACTION

Guide mémento des ateliers de prospective
integra@win.be

CONTACTS ET PERSONNES RESSOURCES

Christiane Rulot, coordinatrice Intégra +
integra@win.be
Grand Rue, 43, A
6690 Barvaux, Belgique
T : +32 86 210602
Daniel Wathelet, Trame srcl, coordinateur des ateliers
d.wathelet@trame.be

Fiche atelier en cours de capitalisation

Le Centre de Formation Multimétiers de la Haute Gironde : un outil d'aménagement du territoire sur le champ de la formation, l'emploi et l'insertion

Finalités de l'action

Le Centre de Formation Multimétiers (CFM) est une véritable plate-forme de services pour faciliter l'accès à la formation professionnelle à l'échelle du Pays de la Haute Gironde.

Finalité : permettre aux entreprises, aux jeunes et adultes du Pays de la Haute Gironde de trouver, près de chez eux, une formation de qualité tournée vers l'emploi.

Porteur de l'expérience

Communauté de communes de l'Estuaire - Canton de Saint-Ciers sur Gironde (CCE)

Le Contexte

ORIGINE ET FORMALISATION DE L'IDÉE

Avec un niveau de chômage élevé, dont celui des jeunes et des femmes, un nombre de bénéficiaires du RMI élevé et un faible niveau qualification, la Haute Gironde accumulait un certain nombre d'handicaps.

Face à ces difficultés, sur la base d'un diagnostic de Pays et après quelques essais de délocalisation d'actions de formation sur le secteur industriel, la CCE a décidé de construire et d'animer une plateforme de formation à Reignac.

PÉRIODE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

- > 1998 : Collaboration de la CCE pour la mise en place de formations délocalisées pour demandeurs d'emploi d'Ouvrier Professionnel de Maintenance Industrielle financée par la DDTEFP Gironde. L'objectif était de faciliter l'insertion dans les entreprises sous-traitantes du CNPE du Blayais (Centre nucléaire de production électrique).
- > 2000 : Ouverture du Centre de Formation Multimétiers de la Haute Gironde.

MÉTHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE DE L'ÉVALUATION

La volonté et l'originalité de la Communauté de communes a été de travailler en partenariat avec les structures de formation existantes sur le territoire ou prêtes à se délocaliser. Tout en répondant aux besoins locaux de formation locaux, la CCE consolide les organismes de formation de la Haute Gironde en faisant appel à leurs compétences.

Description de l'action

OBJECTIFS POURSUIVIS

En partenariat avec tous les acteurs locaux (services public de l'emploi, organismes de formation, éducation nationale, entreprises, groupements professionnels...), le CFM a développé, depuis septembre 2000, des services pour les entreprises, le publics jeunes et adultes de la Haute Gironde :

- > délocalisation des formations par apprentissage
- > délocalisation de formations qualifiantes (PRF,...),
- > organisation de formations « entreprises » dans différents domaines (industrie, BTP, agriculture, transport, santé, maintenance nucléaire...)
- > mise à disposition des organismes de formation de moyens pédagogiques performants,
- > conseils en formation auprès des entreprises.

et résultats attendus

Développement des compétences et des qualifications sur la Haute Gironde. Diversification de l'offre de formation en Haute Gironde.

MÉTHODE

A l'écoute des besoins du territoire (rencontres, enquêtes...), le CFM répond par sa flexibilité à des sollicitations sur de nombreux domaines :



- > l'apprentissage avec 5 secteurs d'activités et plus de 10 métiers liés au territoire
- > la formation continue
- > L'insertion avec la mise en place de chantiers d'insertion
- > L'emploi avec le service emploi de la CCE
- > L'éducation populaire avec la bourse des savoirs

Appuyé par la logistique de la CCE, l'équipe du CFM comprend un directeur, une assistante pédagogique, une assistante administrative, une secrétaire polyvalente, deux agents chargés de l'entretien et de la restauration et un conducteur de bus.

Le CFM n'a pas créé d'équipes pédagogiques mais s'appuie sur les organismes et structures de formation présents sur la Haute Gironde (fonctionne comme un CFA sans murs, mais dans ses propres murs).

Le CFM assure un rôle d'animateur territorial formation, emploi, insertion pour le canton. Il collabore aux projets du Service Public de l'Emploi.

Sur le champ de la formation continue, il se charge, par exemple, de mettre en liaison les demandes des entreprises locales avec l'offre de formation en regroupant les besoins.

Le fonctionnement du CFM est assuré par les loyers versés par les organismes de formations, les subventions des collectivités territoriales (Conseil régional, Conseil général) et le budget de la CCE.

Les communautés de communes du Pays de la Haute Gironde participent au fonctionnement du service de ramassage du bus.

TERRITOIRE CONCERNÉ

Haute Gironde – Sud Charente Maritime

PUBLIC CIBLE

Tout public en recherche de formation.

- > Jeunes, adultes
- > Chefs d'entreprise, salariés

COÛT TOTAL DU PROJET OU DE L'ACTION

Construction : 840000 €

PARTENAIRES FINANCIERS / DISPOSITIFS MOBILISÉS

- > Etat : 244000€ - CNPE du Blayais: 114000€
- > Conseil régional : 108000€
Conseil général : 76000€
- > Europe : 54000€ Com
communes de l'Estuaire : 244000€

PARTENAIRES NON FINANCIERS

Service public de l'emploi : ANPE, Mission locale..., CFA et centre de formation délocalisant leurs formations, entreprises

Les enseignements

- > La volonté politique, locale fortement soutenue par le Conseil régional et le Conseil général, permet d'afficher un bilan de 8 années de fonctionnement : 160 apprentis et près de 300 stagiaires en 2007 ont suivi une formation au CFM.
- > Une réussite pour de nombreux jeunes, qui auraient été déscolarisés après 16 ans, faute de réponse de formations locales adaptées.
- > Le partenariat mis en place apporte des réponses de qualité, rapides et efficaces tout en permettant une adaptation aux besoins des professionnels et des jeunes du bassin d'emploi.
- > La prise en charge des freins à la formation (déplacements par l'achat d'un bus, restauration par la mise en place d'un service ...) facilite le succès à l'échelle de la Haute Gironde.
- > Liaison au sein de la CCE des services Economie, Emploi et Formation.

Perspectives envisagées

2008 : ouverture au CFM du premier BTS en Haute Gironde

2009 – 2010 : extension du CFM

DOCUMENTATION ET SITE INTERNET ASSOCIÉS À L'ACTION

http://www.cc-estuaire.fr/cce_cfm/fr/

CONTACTS ET PERSONNES RESSOURCES

Philippe PLISSON
Président

Bernard BOURNAZEAU
Vice Président en charge de la formation

Sylvie MARTIN
Directrice Générale des Services

Communauté de Communes de l'Estuaire
38 avenue de la République
33820 BRAUD et Saint-Louis
05 57 42 61 99
contact@cc-estuaire.fr
http://www.cc-estuaire.fr/cce_vie/fr/

Louis CAVALEIRO
Directeur du centre de Formation
Chargé de mission Economie, Formation, Emploi
Directeur du CFM
Centre de Formation Multimétiers
3, le Grand verger
33390 BLAYE
05 57 42 66 22
cfm@cc-estuaire.fr